

Rôle de la séance publique du 12/09/2025 à 09h00

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur COIFFET et Monsieur PONS
Greffière : Madame HAUBOIS

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL**01) N° 2401650 RAPPORTEUR : M. COIFFET**

Demandeur Mme G Nadjat BEN YOUNES
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Nadjat G contre le jugement n° 2109667 du 7 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite du ministre de l'intérieur rejetant son recours contre la décision du 17 décembre 2020 par laquelle le préfet des Hauts-de-Seine a ajourné à deux ans sa demande de naturalisation

02) N° 2401794 RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur MINISTERE DE LA JUSTICE
Défendeur M. B Philippe Me CARLUIS

Requête du garde des sceaux, ministre de la justice, contre le jugement n°2200779 du 12 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Rennes a annulé la décision du 20 juillet 2021 du premier président de la cour d'appel de Rennes portant évaluation professionnelle de M. Philippe B pour les années 2019 et 2020

03) N° 2401947 RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur Mme A Nora Vaguifguizi MASSOU DIT LABAQUERE
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR MARIPIERRE

Requête de Mme Nora Vaguifguizi A épouse A contre le jugement n°2008489 du 12 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 9 janvier 2019 par laquelle le ministre de l'intérieur a rejeté sa demande de naturalisation.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

04) N° 2402109

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur M. C Bruno SELARL CADRAJURIS
Défendeur SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LOIRE ATLANTIQUE SELARL AVOXA NANTES

Requête de M. Bruno C contre le jugement n° 2003593 du 6 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 30 janvier 2020 par lequel le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Loire-Atlantique a mis un terme, à compter du 1er avril 2020, à la concession de logement à titre gratuit pour nécessité absolue de service dont il bénéficiait, ainsi que l'arrêté du 17 mars 2020 par lequel cette même autorité a prolongé cette concession de logement du 1er avril 2020 au 30 septembre 2020

05) N° 2402264

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR
Défendeur M. A Gérard SELARL MARY & INQUIMBERT

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2309644 en date du 21 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de M. Gérard A annulé la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a confirmé la décision de l'autorité consulaire française à Libreville en date du 9 novembre 2022 refusant de délivrer un visa de long séjour pour Mme Oyane A au titre de la procédure de réunification familiale, et d'autre part enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de délivrer le visa sollicité dans un délai de 2 mois à compter de la notification du jugement

06) N° 2402482

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR
Défendeur M. M Habibul Haque
Mme I Farzana

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2308931 du 7 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, annulé la décision du 3 mai 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre la décision du 12 décembre 2022 de l'autorité consulaire française à Dacca (Bangladesh) refusant de délivrer à Mme Farzana I et à l'enfant Meheniaz M des visas de long séjour au titre de la procédure de regroupement familial et d'autre part, enjoint au ministre de leur faire délivrer les visas de long séjour sollicités dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.

07) N° 2402662

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur Mme Z Ying PFEFFER
M. X Hao PFEFFER
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Ying Z et M. Hao X contre le jugement n° 2311400 en date du 8 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 8 juin 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours administratif préalable obligatoire formé contre les décisions de l'autorité consulaire française en Chine refusant de leur délivrer des visas de long séjour en qualité d'ascendants non à charge

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

04) N° 2403667

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur	Mme M Nadia	Me VERITE
Défendeur	DEPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE	LEXCAP ANGERS

Requête de Mme Nadia M contre le jugement n°2004491 du 7 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à, d'une part, l'annulation de l'arrêté du 13 mars 2020 par lequel le président du conseil départemental de la Loire-Atlantique lui a infligé la sanction d'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de deux mois assortie d'un sursis d'un mois et du courrier du 16 mars 2020 lui notifiant cette sanction et, d'autre part, à la condamnation du département de la Loire-Atlantique à lui verser une somme de 10 500 euros en réparation des préjudices qu'elle estime avoir subis du fait de l'illégalité de la sanction prononcée à son encontre

05) N° 2401941

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR
Défendeur	Mme R Safura M. A Abdulsamad

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2315907 en date du 26 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes, d'une part, a annulé la décision en date du 9 août 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a confirmé la décision de l'autorité consulaire française à Téhéran refusant un visa de long séjour pour Mme R au titre de la procédure de réunification familiale et, d'autre part, lui a enjoint de délivrer à Mme R le visa sollicité dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.

06) N° 2402797

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur	Mme N Sophie Christelle M. A Emmanuel Phineas Elie Mme A Yasmine Cyrille	Me PRONOST Me PRONOST Me PRONOST
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de Madame Sophie Christelle N, Mme Yasmine Cyrille A et M. Emmanuel Phineas Elie A contre le jugement n° 2304644 en date du 13 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision implicite en date du 14 février 2023 du ministre de l'intérieur et des outre-mer rejetant le recours formé contre la décision des autorités consulaires françaises à Abidjan refusant la délivrance d'un visa long séjour, au titre de la réunification familiale, au mineur Samuel Davy A, à Madame Yasmine Cyrille A et à M. Emmanuel Phineas Elie A.

07) N° 2403274

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
Défendeur	M. S Jesinthan	CESAM AVOCATS

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2314542 en date du 18 novembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a annulé la décision par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a implicitement rejeté le recours formé contre la décision du 8 juin 2023 de l'autorité consulaire française à Colombo (Sri Lanka) refusant de délivrer à M. Jesinthan S un visa de long séjour en qualité de conjoint d'une ressortissante française et lui a enjoint de procéder au réexamen de la demande de visa de M. S dans un délai de deux mois